

AFRICA STRATEGIC ASSETS | NOTE D'ANALYSE

Corridors, énergie, transformation locale : les infrastructures invisibles de la bancabilité minière africaine

Article publié sur Substack | Version PDF de diffusion



Stéphanie Matko
Africa Strategic Assets
Juin 2026

Stéphanie Matko

Dans mon précédent article, je soutenais qu'un investisseur sérieux ne finance pas seulement une ressource : il finance un système. **Cette idée mérite d'être prolongée.**

Dans le secteur minier africain, la différence entre un gisement prometteur et un actif réellement investissable se joue rarement dans la seule existence du minerai. Elle se joue dans ce qui permet à ce minerai de devenir un flux économique maîtrisable : les corridors, l'énergie, la logistique, la transformation locale, la gouvernance territoriale et la capacité d'exécution.

C'est l'un des angles morts majeurs de l'analyse minière africaine : on parle beaucoup de potentiel géologique, **on parle moins des conditions matérielles, industrielles et territoriales qui permettent à ce potentiel de devenir une réalité finançable.**

Or, pour le capital, la vraie question n'est jamais seulement : "le minerai existe-t-il ?", la question est plutôt : peut-il être extrait, transporté, transformé, sécurisé, certifié, commercialisé et remboursé dans des conditions prévisibles ?
C'est précisément là que commencent **les infrastructures invisibles de la bancabilité minière.**

La littérature institutionnelle récente insiste sur le rôle des corridors comme moteurs d'industrialisation régionale. La présente analyse adopte un angle complémentaire : celui de la bancabilité. Car avant d'être un levier d'industrialisation, **un corridor constitue aussi un facteur de réduction du risque et un déterminant majeur de l'investissabilité des projets qui s'y rattachent.**

1. Le corridor n'est pas une route : c'est une architecture de marché :

Un corridor est souvent perçu comme un axe physique : une route, un chemin de fer, un port ou une plateforme logistique : cette lecture est trop limitée.

Dans une économie minière, un corridor est d'abord une architecture de marché. Il relie des bassins de production, des zones de transformation, des infrastructures énergétiques, des plateformes logistiques, des ports, des postes frontaliers, des services financiers et des chaînes de valeur régionales.

Sans corridor fiable, un gisement peut rester économiquement immobilisé.

Avec un corridor structuré, il peut devenir **un actif connecté** à des marchés, à des capacités industrielles et à des flux financiers.

C'est ici que la réflexion devient stratégique : un corridor minier ne devrait pas seulement servir à exporter plus vite des matières premières, il devrait devenir **un levier d'intégration productive**, capable de connecter la mine à un territoire, à des PME,

à des industries et à des marchés régionaux.

La vraie question n'est donc pas seulement : où passe le corridor ?, la vraie question est : quelle valeur économique ce corridor permet-il de structurer autour de la ressource ?

2. L'énergie est une variable financière, pas seulement technique :

L'énergie est encore trop souvent traitée comme un sujet technique. Dans un projet minier, elle est pourtant **une variable financière centrale.**
Elle conditionne les coûts d'extraction, la continuité opérationnelle, la faisabilité de la transformation locale, la stabilité des marges et, plus largement, la perception du risque projet.

Un projet peut disposer d'un bon gisement, d'un cadre juridique acceptable et d'un marché de sortie identifiable. Mais si l'accès à une énergie fiable, compétitive et prévisible n'est pas sécurisé, sa bancabilité reste fragile.

C'est encore plus évident lorsque l'on parle de **transformation locale** : Fusion, affinage, broyage, concentration, métallurgie ou production de matériaux intermédiaires exigent une énergie stable, disponible et compatible avec des exigences industrielles continues.

La transformation locale n'est donc pas seulement une ambition politique. C'est d'abord une **équation énergétique**, et cette équation doit être traitée comme telle dans les dossiers d'investissement.

Car sans énergie fiable, il n'y a pas d'industrialisation minière crédible. Et sans industrialisation crédible, la transformation locale risque de rester un mot d'ordre plutôt qu'un modèle économique.

3. La transformation locale ne se décrète pas : elle se structure

La transformation locale est devenue un thème central des politiques minières africaines. C'est légitime.
Pendant des décennies, de nombreux pays africains ont exporté des minerais bruts ou faiblement transformés, capturant une part limitée de la valeur ajoutée. Dans le contexte actuel des minerais stratégiques, **la volonté de remonter les chaînes de valeur est donc compréhensible.**

Mais cette transition ne peut pas reposer uniquement sur une injonction réglementaire.

Transformer localement suppose des intrants, des équipements, des compétences, de l'énergie, des laboratoires, des standards qualité, des dispositifs de certification, des capacités logistiques, des débouchés commerciaux et une gouvernance industrielle.

À défaut, la transformation locale peut devenir un slogan coûteux. Bien structurée, elle devient au contraire **un levier de bancabilité**.

Elle permet d'améliorer les marges, de stabiliser les revenus, d'attirer des partenaires industriels, de renforcer l'acceptabilité politique du projet et d'ancrer la mine dans une trajectoire de développement territorial.

La question centrale n'est donc pas seulement : faut-il transformer localement ? La question est : quelles conditions faut-il réunir pour que cette transformation soit économiquement viable, industriellement crédible et finançable ? **C'est précisément cette démonstration qui intéresse le capital sérieux.**

4. Les infrastructures partagées posent une question de souveraineté économique

Une autre question devient déterminante : **qui contrôle les infrastructures nécessaires à la valorisation des ressources ?**

Dans de nombreux projets miniers, les routes, rails, ports, centrales, réseaux ou plateformes logistiques sont pensés autour d'un opérateur ou d'un actif spécifique. Cette logique peut être efficace à court terme. Mais elle peut aussi produire des infrastructures captives, peu mutualisées, faiblement connectées au territoire et générant un impact économique limité.

C'est ici que l**es modèles d'infrastructures ouvertes, mutualisées ou accessibles à plusieurs utilisateurs** prennent toute leur importance stratégique.

Une infrastructure minière ne devrait pas seulement servir un projet. Elle peut aussi servir d'autres mines, des PME locales, des chaînes agricoles, des bassins industriels, des villes secondaires ou des zones économiques.

L'enjeu n'est pas d'affaiblir le projet minier ancre. L'enjeu est de structurer une infrastructure qui **maximise à la fois la bancabilité du projet et l'impact économique du territoire.**

Pour l'État, cela suppose d'attirer l'investissement privé sans laisser les infrastructures critiques devenir des enclaves fermées.

Pour l'investisseur, cela suppose de sécuriser ses flux tout en s'insérant dans une architecture territoriale qui réduit le risque politique, social et opérationnel.

Cette convergence ne se décrète pas. Elle se contractualise.Et c'est souvent à ce niveau — modèles PPP, droits d'accès, tarification, régulation, maintenance, gouvernance — que se joue la vraie qualité d'un projet.

5. Le territoire est une composante du risque projet :

Un projet minier n'est jamais isolé de son territoire. Il dépend d'une géographie, d'une population, de routes, de réseaux électriques, de postes frontaliers, de bassins d'emploi, de collectivités locales, de dispositifs de sécurité et d'écosystèmes économiques.

Pourtant, dans beaucoup de dossiers, cette dimension reste **sous-documentée** : On présente les permis, les réserves, les hypothèses de production et les revenus projetés. Mais on documente moins les conditions territoriales d'exécution : accès logistique, disponibilité foncière, vulnérabilités sécuritaires, relations communautaires, profondeur du tissu PME, disponibilité des compétences, accès à l'eau, proximité d'un réseau énergétique ou interconnexion avec les marchés.

Pour un comité d'investissement, ces éléments ne sont pas périphériques. **Ils affectent directement le risque.**

Un projet situé dans un territoire mal connecté, socialement fragile ou administrativement peu structuré ne sera pas lu de la même manière qu'un projet intégré dans un corridor productif, relié à une zone industrielle, appuyé par une gouvernance locale lisible et connecté à des infrastructures critiques.

La géographie devient donc une composante de la bancabilité. Le territoire n'est pas seulement le lieu où se trouve la ressource. Il fait partie de la structure de risque.

6. Ce que les investisseurs regardent réellement :

Dans une lecture classique, la bancabilité d'un projet minier repose sur des éléments connus : ressources, réserves, CAPEX, OPEX, prix, fiscalité, permis, cash-flows, dette, sûretés, contrats de vente et gouvernance.
Mais dans une lecture plus institutionnelle, d'autres questions deviennent déterminantes.

- Le projet est-il connecté à un corridor crédible ?
- L'énergie est-elle sécurisée ?
- Les coûts logistiques sont-ils maîtrisables ?
- La transformation locale est-elle économiquement viable ?
- Les infrastructures critiques sont-elles mutualisables ou captives ?
- Le territoire peut-il absorber le projet ?
- Les PME locales peuvent-elles participer à la chaîne de valeur ?
- Les flux peuvent-ils être tracés ?
- Les standards ESG, KYC, AML et de conformité peuvent-ils être respectés ?
- L'État dispose-t-il d'une capacité de pilotage et de coordination suffisante ?

Ces questions ne sont pas secondaires.

Elles déterminent la profondeur du risque, influencent le coût du capital et conditionnent l'appétit des prêteurs, des assureurs, des fonds d'infrastructure, des partenaires industriels et des investisseurs stratégiques.

La bancabilité minière n'est donc pas seulement une affaire de mine, **C'est une affaire d'architecture.**

Conclusion : financer un système, pas une promesse :

La grande question minière africaine n'est plus seulement celle de l'existence des ressources : elle est celle de **leur conversion en actifs productifs, industriels, territoriaux et financiers.**

Cette conversion suppose des **infrastructures visibles** : routes, ports, rails, centrales, réseaux, plateformes, mais elle suppose aussi des **infrastructures invisibles** : gouvernance, coordination, régulation, données, traçabilité, maintenance, compétences, accès partagé, modèles contractuels et capacité publique d'exécution.C'est à ce niveau que se joue la **bancabilité réelle**.

Un investisseur sérieux ne finance pas une promesse géologique. **Il finance une trajectoire crédible de transformation du potentiel en flux économiques maîtrisables.**

L'enjeu n'est donc plus seulement de mieux valoriser les ressources africaines, mais **de bâtir les conditions qui permettent au capital sérieux de ne plus financer une promesse, mais un système réellement exécutable.**

Et c'est probablement là que doit désormais se déplacer le débat : non plus seulement identifier les ressources, mais qualifier les architectures capables de les rendre finançables.

Sources institutionnelles mobilisées

Union africaine, Africa Mining Vision (AMV), 2009. https://au.int/sites/default/files/documents/30984-doc-africa_mining_vision_english.pdf

Union africaine / AUDA-NEPAD / Banque africaine de développement / Commission économique des Nations unies pour l'Afrique, Programme for Infrastructure Development in Africa (PIDA) – First Ten-Year Implementation Report. https://www.au-pida.org/wp-content/uploads/2023/09/PIDA-Progress-Report_WEB.pdf

African Union Commission / OECD, Africa's Development Dynamics 2025 – Infrastructure, Growth and Productive Transformation. https://www.oecd.org/en/publications/africa-s-development-dynamics-2025_ee5f62e4-en.html

Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (UNECA), Economic Opportunities Along the Central African Road Corridor (Corridor routier d'Afrique centrale), 2021. https://www.uneca.org/sites/defaul t/files/SROs/Central-Africa/Economic-opportunities-CA-road-corridor/opportunites-economiques-le-long-du-corridor-routier-afrique-centrale_21april2021.pdf

World Bank Group / Columbia Center on Sustainable Investment, A Framework to Approach Shared Use of Mining-Related Infrastructure, 2014. https://ppp.worldbank.org/sites/default/files/2024-08/A-Framework-for-Shared-use_March-2014.pdf

International Energy Agency (IEA), Stepping Up the Value Chain in Africa, 2025. https://www.iea.org/reports/stepping-up-the-value-chain-in-africa

International Energy Agency (IEA), Global Critical Minerals Outlook 2025. https://www.iea.org/reports/global-critical-minerals-outlook-2025

Extractive Industries Transparency Initiative (EITI), EITI and Opportunities for Increasing Local Content Transparency. https://eiti.org/documents/eiti-and-opportunities-increasing-local-content-transparency

Intergovernmental Forum on Mining, Minerals, Metals and Sustainable Development (IGF), Local Content Policies in the Mining Sector. https://www.iisd.org/system/files/publications/local-content-policies-mining.pdf

Africa Finance Corporation (AFC), Trade Corridors: Engines of Industrialisation (Mining Indaba 2026) - Africa Finance Corporation, Trade Corridors: Engines of Industrialisation (Mining Indaba, 2026) -https://miningindaba.com/articles/trade-corridors-engines-of-industrialisation

Cet article constitue une analyse personnelle fondée sur des publications d'institutions internationales, des travaux académiques et des rapports de référence relatifs à la gouvernance des ressources naturelles, aux infrastructures de développement et à la bancabilité des projets miniers en Afrique.